

je t'achète autant, il faut que tu m'achètes autant! Le troc apparaît sous une forme nouvelle.

Mais les deux formules : la clause de la nation la plus favorisée et la réciprocité peuvent jouer alternativement suivant les pays en cause : la première, lorsque la balance commerciale est favorable ; la seconde, en cas de déficit.

Le mécanisme des contingents réciproques aboutit ainsi à une limitation de la concurrence sur le marché mondial, tandis qu'à l'intérieur le jeu des licences renforce la puissance des monopoles et apparaît comme un des aspects de « l'économie fermée », celle-ci ne pouvant avoir qu'un sens restreint, signifiant un renforcement de l'exploitation du marché intérieur et un **accroissement des capacités de lutte à l'extérieur.**

Cette « économie fermée » s'élargit en « empire fermé » par l'intégration des colonies dans l'orbite de l'économie métropolitaine.

L'impérialisme français, après l'impérialisme anglais, est entré dans la voie de l'unification de son domaine colonial et probablement assisterons-nous à la conclusion d'un nouvel Ottawa : deux conférences coloniales importantes se sont déjà tenues à Paris à quelques mois d'intervalle.

A l'époque de l'exportation des capitaux et dans la période de crise générale du capitalisme qui a tari tous les débouchés des capitaux, le problème colonial, pour l'impérialisme français, se pose sous l'angle suivant :

a) Encourager la production « à bon compte » de matières nécessaires à la métropole (pour le renforcement de son potentiel de guerre) et qui ne lui font pas concurrence, ainsi que le disait Daladier : « Nous affranchir de nos achats et sujétions vis-à-vis des pays étrangers, organiser entre la France et son domaine d'Outre-Mer des productions complémentaires ».

b) Le placement d'emprunts procurant un double profit issu, d'une part, des intérêts extraits de la misère et des souffrances des masses indigènes ; d'autre part, de la fourniture de marchandises destinées, non pas à la constitution d'industries pouvant se poser en concurrentes éventuelles, mais à des travaux qui faciliteront l'exploitation et l'exportation des richesses : ports, chemins de fer à caractère stratégique. Près de 4 milliards de francs se dirigent encore vers l'Afrique et l'Indo-Chine.

La politique d'investissements s'étend même à la Mandchourie, où vient de se créer un consortium franco-japonais pour le développement économique du nouvel empire et qui intéresse particulièrement l'industrie lourde française : plan d'équipement des chemins de fer, mines, électricité. Le contrat porte sur une première mise de fonds de 1 milliard et prouve la collusion des deux impérialismes français et japonais.

Si le facteur colonial est important dans la recherche d'une issue capitaliste à la crise, il n'en reste pas moins vrai qu'elle doit, en fin de compte, être trouvée par chaque impérialisme, au travers des antagonismes sur le marché mondial. Le capital français, lui aussi, doit étendre ses débouchés, renforcer ses capacités de lutte et ranimer par là son appareil productif. Le problème de la réduction des prix de revient s'impose à lui dans toute sa complexité, d'où l'importance croissante que prend l'aggravation du conflit entre les secteurs agricole et industriel. Comment opérer une réduction des salaires alors que le pain est le plus cher d'Europe ?

D'une façon générale, le capitalisme mondial, dans sa recherche de solutions à la crise, s'est attaché, jusqu'ici, à deux politiques essentielles qui s'opposent mais ne s'excluent pas : 1° la **déflation**, correspondant à une contraction de toutes les valeurs, à une réduction massive des capitaux, à la baisse des prix et acheminant, à plus ou moins longue échéance, à une hausse du taux du profit ; c'est la politique poursuivie notamment par l'Allemagne ; 2° la politique de la hausse des prix, celle des monopoles, visant au soutien des valeurs, et qui suit une ligne à direction **inflationniste.** C'est celle adoptée par l'Angleterre, les Etats-Unis.

Ces deux grandes directives capitalistes ont un objectif commun : l'abaissement des conditions de vie du prolétariat ; dans le premier cas, par une réduction directe des salaires ; dans le second, par un abaissement indirect du pouvoir d'achat des salaires au moyen d'une dépréciation de la monnaie.

La France (et les pays à étalon-or) s'accrochent encore, momentanément, à la politique « déflationniste », mais l'accentuation de la pression monopoliste, l'extension de la politique « subventionniste » et la précarité de son commerce extérieur sont des facteurs qui, en face de concurrents résolus à utiliser toutes les ressources du dumping, la poussent à l'adoption de la politique « inflationniste » en faveur de laquelle un mouvement se dessine déjà.

Bien que la bourgeoisie française s'appuie sur une couche importante de petits épargnants et bien que le souvenir de la stabilisation du franc à « quatre sous », réalisée par Poincaré en 1928, ne soit pas éteint, l'éventualité de la dévaluation du franc ne doit pas être rejetée a priori. Au contraire, une telle opération peut fort bien apparaître nécessaire et profitable au Capital Financier. **Le dumping, trait spécifique du capitalisme de monopole,** s'impose comme arme offensive dans les compétitions impérialistes. La France devra faire choix du dumping monétaire, car le dumping social n'y est pas praticable : l'énorme quantité d'or détenue par la Banque de France ne constitue pas un élément-frein.

Les expériences anglaise et américaine démontrent, de plus, qu'il est possible de procéder à une dévaluation sans qu'il faille recourir à l'inflation proprement dite : la psychose d'inflation suffit ; et, en France, il est beaucoup plus facile de la créer qu'aux Etats-Unis ! Le problème, pour la bourgeoisie, consiste à contenir la dévaluation et les fluctuations de la monnaie dans des limites au delà desquelles l'inflation réelle surgit et se transforme en menace sociale.

Les conséquences d'une dévaluation monétaire peuvent se résumer à ceci :

a) Les industriels réalisent : 1° une réduction des prix de revient par le paiement de la force de travail en dessous de sa valeur réelle, la diminution des charges fixes ; ils empochent un **surprofit** résultant du décalage entre le prix des éléments de la production et les prix de vente en hausse ; 2° un développement momentané des exportations par le jeu du dumping ;

b) Les agriculteurs « bénéficient » d'une hausse **nominale** de leurs produits qui les illusionnent quelque temps et d'une diminution de leurs charges fixes ;

c) La dévaluation ouvre une issue à la masse énorme de capitaux d'attente thésaurisés.

La France, pour éviter l'étouffement de son commerce extérieur, devra peut-être ramener sa monnaie à la parité du dollar et de la livre. Techniquement, le franc est solide. Pratiquement, cette « solidité » étouffe toute velléité d'expansion de l'impérialisme français. Nous avons suffisamment souligné, dans notre analyse de l'expérience de Roosevelt (« Bilan », n° 3), ce que vaut, économiquement parlant, une solution telle que la dévaluation monétaire. Le capitalisme, à travers les multiples « expériences » qu'il tente, est amené à devoir truquer, violer ses propres lois économiques. C'est donc dire que la dévaluation ne peut représenter qu'une solution provisoire. Le nivellement des conditions de concurrence provoqueront d'autres solutions, ou plutôt la **seule solution capitaliste** : la guerre.

La bourgeoisie française s'y prépare progressivement.

Hier, gouvernement de gauche.

Aujourd'hui, « concentration nationale d'apaisement ».

Demain, jetant le dernier oripeau démocratique, un gouvernement « fort », d'allure fasciste et s'appuyant **uniquement** sur toutes les forces oppressives et répressives...

Telle est la loi qui s'imposera à la République Française, « dernier rempart de la démocratie et du socialisme ».

MITCHELL.

Si la Commune représentait vraiment tous les éléments sains de la société française, si elle était, par conséquent, le véritable gouvernement national, elle était en même temps un gouvernement ouvrier et, à ce titre, en sa qualité d'audacieux champion du travail et de son émancipation, elle avait un caractère bien marqué d'internationalisme. A une portée de canon de l'armée prussienne, qui venait d'annexer deux provinces françaises à l'Allemagne, la Commune annonçait à la France les travailleurs du monde entier. K. MARX (La Commune de Paris).